

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA 422ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève  
le jeudi 16 juillet 1987 à 10 heures

Président : M. T. TERREFE (Ethiopie)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 422ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue, au nom de la Conférence, à un visiteur distingué. Nous avons en effet parmi nous le Directeur général des affaires internationales de sécurité et de désarmement de l'Espagne, l'Ambassadeur Carlos Miranda, qui prendra aujourd'hui la parole. C'est la première fois, depuis qu'il a pris ses importantes fonctions, qu'il assiste à une séance de l'organe multilatéral de négociation sur le désarmement, et je tiens à le remercier de l'intérêt qu'il manifeste pour nos travaux.

Conformément à son programme de travail, la Conférence continue d'examiner le point 4 de son ordre du jour, intitulé "Armes chimiques". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Espagne et du Mexique. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, l'Ambassadeur Carlos Miranda, Directeur général des affaires internationales de sécurité et de désarmement de l'Espagne.

M. MIRANDA (Espagne) (traduit de l'espagnol) : Je voudrais tout d'abord vous remercier de m'avoir accueilli si chaleureusement, et me féliciter de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole dans cette salle du Conseil dédiée à l'Espagnol Francisco de Vittoria.

Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour ce mois et de former des vœux pour que nous continuions de progresser vers nos objectifs communs sous votre habile direction. Dans cette Conférence, les délégations des pays observateurs ne prennent pas aussi souvent la parole en plénière que les pays membres, et nous n'avons pas l'occasion de saluer et de féliciter toutes les éminentes personnalités qui ont occupé ou qui occuperont la présidence pendant les nombreux mois de l'année où la Conférence se réunit : en conséquence, permettez-moi aussi de remercier vos prédécesseurs à ce poste des efforts qu'ils ont déployés et assurer vos successeurs que nous collaborerons pleinement avec eux.

Récemment, l'observateur de l'Espagne à la Conférence, l'Ambassadeur Lacleta, a annoncé la décision du Gouvernement espagnol d'accomplir les formalités nécessaires pour que l'Espagne adhère au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires : à cette occasion la politique menée par le Gouvernement espagnol en matière de sécurité et de désarmement a été évoquée.

Si j'ai le plaisir de me trouver aujourd'hui parmi vous, c'est précisément en vue d'exposer, ne serait-ce que sommairement, nos critères en la matière dans le contexte des questions inscrites au programme de travail de la Conférence. Je suis heureux de le faire à un moment où le processus de désarmement semble véritablement prendre de l'élan dans les négociations bilatérales entre les deux principales puissances nucléaires de notre temps et où il est également possible que notre Conférence aborde l'étape finale d'un nouvel instrument multilatéral bien nécessaire visant à faire disparaître de

(M. Miranda, Espagne)

de la face de la terre toute une catégorie d'armes de destruction massive particulièrement cruelles, à savoir les armes chimiques.

Ces dernières années, l'intérêt et la préoccupation que suscitent traditionnellement, en Espagne, les problèmes de désarmement ont été ranimés par une série de mesures dont je ne mentionnerai qu'une seule pour l'instant, au risque de pêcher par manque de modestie : la création, au ministère des affaires extérieures, de la Direction générale des affaires internationales de sécurité et de désarmement, que j'ai l'honneur et la responsabilité de diriger.

La sécurité et le désarmement sont des questions intimement liées. Et s'il est certain qu'un désarmement équilibré quant à ses résultats et réalisé au moyen d'accords dont le respect peut être vérifié de façon rapide et efficace contribue à garantir la sécurité, il est aussi certain qu'on ne peut progresser vers le désarmement en renonçant à la sécurité indispensable, c'est-à-dire à la possibilité de se défendre en cas d'attaque ou à la capacité de dissuader un agresseur potentiel.

Suivant le paragraphe 19 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, notre objectif ultime est le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Cependant, jusqu'à ce qu'il soit possible d'atteindre cet objectif, des accords de limitation et de réduction des armements peuvent et doivent empêcher la course aux armements en maintenant la sécurité à un niveau d'armement aussi bas que possible et dans un état d'équilibre susceptible de dissuader toute tentation d'agression.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la capacité stabilisatrice des armes nucléaires semble garantir cette dissuasion, dans la mesure où le pouvoir excessif de ces armes et la possibilité qu'elles ont de créer une menace de destruction totale nous dispensent d'établir d'autres équilibres beaucoup plus délicats.

Cependant, les plus hautes autorités des principales puissances nucléaires de notre époque, le Secrétaire général Gorbatchev et le Président Reagan, ont déclaré en novembre 1985, dans cette ville même, qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée. Nous devons tirer les conséquences de cette affirmation que nous partageons tous : il faut faire en sorte que cette guerre soit impossible et la seule voie qui s'ouvre à cet effet est en définitive la disparition des armes nucléaires.

Cela dit, en s'engageant dans cette voie, il convient de garder présentes à l'esprit les considérations indispensables d'équilibre et de sécurité. On ne peut y parvenir que par un processus graduel tenant compte non seulement des armes nucléaires, mais de toutes les autres armes, y compris les armes chimiques et classiques, dans l'examen global de cet équilibre, en veillant bien entendu à ce que le facteur d'égalisation repose non pas sur le principe de l'accroissement des forces du pays désavantagé à un moment donné ou dans une catégorie d'armes déterminée, mais sur la réduction des forces du pays qui se trouve en position de supériorité.

(M. Miranda, Espagne)

Dans ce sens, il convient de souligner que le terme "équilibre" ne suffit pas par lui-même à assurer la sécurité ou la paix. Un "équilibre", qu'il soit nucléaire ou classique, n'est pas suffisant lorsqu'il se situe au niveau élevé de forces enregistré actuellement et que toute possibilité d'attaque par surprise ou d'attaque massive n'est pas éliminée.

C'est la raison pour laquelle il convient de nuancer ce terme en le complétant par l'expression "à un niveau de forces aussi bas que possible".

Lorsqu'on parviendra à établir la stabilité des armes classiques au niveau le plus bas possible et que la possibilité d'une attaque massive ou par surprise n'existera plus, les armements nucléaires commenceront à perdre leur signification. Si nous voulons avancer dans le processus de désarmement nucléaire, et je crois que c'est le cas, il faut aussi nous efforcer de progresser dans le domaine des armes classiques.

A ce sujet, je voudrais évoquer les conversations officieuses préliminaires qui ont actuellement lieu à Vienne entre les 23 pays participant au processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Ces conversations doivent être envisagées à la lumière du processus qui a débuté à la signature de l'Acte final d'Helsinki en 1975 et de la série de mesures visant à renforcer la sécurité et la confiance adoptées à la Conférence de Stockholm, en 1986. Je voudrais insister ici sur le lien essentiel qui existe entre la confiance, représentée par ces mesures, et ces conversations, qui ont pour objectif ultime l'adoption de mesures de désarmement, étant donné qu'il est impensable de progresser dans le domaine proprement dit du désarmement sans établir au préalable un minimum de confiance.

Au sujet des conversations susmentionnées, je voudrais souligner la participation à celles-ci des 23 Etats qui ont à l'évidence une responsabilité majeure dans les questions touchant à la sécurité de ce continent, compte tenu de l'existence de deux alliances de caractère politico-militaire.

Vendredi dernier, le 3 juillet, le Portugal a présenté à la CSCE une proposition concernant des questions de sécurité qui a été coparrainée par 15 autres pays participants, y compris l'Espagne. Dans cette proposition, il est envisagé de procéder à deux négociations distinctes, mais s'inscrivant toutes deux dans le cadre de la CSCE : l'une visant à élargir et à approfondir les mesures de confiance adoptées à Stockholm, ainsi qu'à approuver éventuellement de nouvelles mesures de confiance; l'autre visant à assurer une stabilité des armes classiques en Europe à des niveaux de forces aussi bas que possible, qui se produirait entre les pays dont les forces ont une incidence plus immédiate sur le rapport essentiel de sécurité en Europe.

Pour revenir à la question du désarmement nucléaire, on ne peut méconnaître la responsabilité particulière qui incombe aux principales puissances militaires et l'importance de leurs relations bilatérales.

(M. Miranda, Espagne)

Cependant, cette réalité ne doit pas nous amener à conclure que la Conférence du désarmement, organe multilatéral de négociation sur cette question, doit se contenter d'attendre le résultat des accords bilatéraux entre ces puissances. La Conférence possède son ordre du jour en propre et doit, sans méconnaître les limitations que lui imposent les réalités, faire face à ses responsabilités.

Permettez-moi d'affirmer qu'à notre avis, la Conférence du désarmement devrait inclure dans son ordre du jour toutes les questions qui figurent à son programme de travail. Actuellement, nous sommes particulièrement préoccupés de voir que, sauf dans la mesure où il figure dans le Programme global de désarmement - et nous voudrions féliciter l'Ambassadeur García Robles pour les efforts inlassables qu'il a déployés à la présidence du Comité spécial qui s'occupe de ce Programme -, la Conférence n'a pas étudié le point IV de ce programme (armes classiques), alors que, malgré les particularités qu'il présente dans les diverses zones géographiques, le désarmement classique constitue un élément essentiel de l'équation complète du désarmement.

Il ne s'agit pas seulement du fait que les armes classiques ont été utilisées dans tous les conflits survenus depuis la fin de la seconde guerre mondiale et que 80 % des sommes énormes gaspillées pour les armements dans le monde entier sont consacrées au perfectionnement et à l'acquisition d'armes classiques. Une réduction, ou pour mieux dire une réduction des armements classiques aboutissant à des résultats équilibrés, faciliterait la réduction des armes nucléaires et accroîtrait la possibilité de parvenir un jour à les faire disparaître. Et je dois souligner le caractère prudent et prévoyant de l'accord exprimé dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui dispose au paragraphe 22 que, parallèlement à des négociations sur des mesures de désarmement nucléaire, il faudrait procéder à des négociations sur la réduction équilibrée des forces armées et des armements classiques reposant sur le principe du maintien de la sécurité des parties, en vue de promouvoir ou de renforcer la stabilité à un niveau de forces moins élevé; affirmation d'ailleurs confirmée aux paragraphes 45 et 46 du chapitre III de ce document relatif, au programme d'action.

Le Gouvernement espagnol a maintes fois déclaré son intention de faire en sorte que l'Espagne reste un pays non nucléaire, objectif qui répond d'ailleurs à la décision populaire exprimée par référendum. Jusqu'à présent, l'Espagne a été de fait un pays non nucléaire. D'ici peu, avant la fin de la présente année, lors du dépôt de l'instrument d'adhésion de l'Espagne au Traité sur la non-prolifération, pour lequel le gouvernement a déjà reçu l'approbation unanime du Congrès et est en voie d'obtenir celle du Sénat qui la donnera après l'été lorsque les vacances parlementaires auront pris fin, notre pays renoncera, sur le plan juridique international, à se doter d'armes nucléaires. Cette démarche renforcera également l'interdiction, approuvée par le référendum du 12 mars 1986, d'installer, de stocker ou d'introduire des armes nucléaires sur le territoire espagnol et dissipera tous les doutes de ceux qui craignaient que l'Espagne ne renonce pas à devenir une puissance nucléaire.

(M. Miranda, Espagne)

Ainsi, l'Espagne compte être soumise, dans ce domaine, au même régime que les pays non nucléaires de l'Europe communautaire membres du Traité sur la non-prolifération.

S'agissant du premier point de l'ordre du jour de la Conférence, que j'ai déjà évoqué, il n'y a rien d'étonnant à ce que mon pays, qui est partie contractante au Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, soit résolument favorable à la conclusion d'un traité d'interdiction totale de ces essais. Conformément à ce désir, nous avons exprimé en temps voulu notre satisfaction devant les moratoires successifs proclamés par l'Union soviétique et nous regrettons leur récente interruption.

Nous regrettons également que la Conférence n'ait pas encore été en mesure d'établir un comité spécial chargé d'étudier sous tous ses aspects l'interdiction des essais nucléaires et les problèmes de vérification qu'impliquent tant l'interdiction totale que la limitation des essais. Par ailleurs, nous suivons avec beaucoup d'intérêt et d'espoir les négociations actuellement en cours entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, que nous espérons voir avancer progressivement vers l'objectif final, grâce à l'acceptation d'une réduction graduelle du nombre et de la puissance des essais effectués par ces pays.

De toute évidence, il existe également un rapport entre la réalisation de certains essais nucléaires et la persistance de ces armes en tant qu'élément de dissuasion. J'ai déjà évoqué précédemment cette question et je dois souligner que mon gouvernement est conscient du rôle que jouent les armes nucléaires, mais que parallèlement, nous pensons que l'on peut maintenir cette dissuasion et améliorer la stabilité stratégique générale en procédant à des réductions progressives significatives, équilibrées et vérifiables des armes nucléaires actuellement déployées à titre de première mesure vers l'objectif ultime de leur élimination totale.

C'est donc avec un grand espoir que nous voyons se dérouler ici même, à Genève, le processus de négociation entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui devrait permettre à bref délai – comme nous l'espérons car c'est la chose nécessaire – d'éliminer les missiles nucléaires de portée intermédiaire déployés en Europe et si possible – cela est d'ailleurs même souhaitable – d'une manière globale, sans qu'il reste aucun missile possédant ces caractéristiques dans la partie asiatique de l'URSS ou aux Etats-Unis. De même, il est indispensable de réaliser les perspectives qui existent actuellement pour réduire de 50 % les arsenaux nucléaires stratégiques soviétiques et américains en signant dès que possible un accord dans ce sens. Ces deux accords devraient d'ailleurs être signés, si possible, cette année même.

Jusqu'à présent, j'ai évoqué des questions qui ont trait aux points 1, 2 et 8 de l'ordre du jour de la Conférence. J'ajouterai quelques mots dans le contexte du point 3 pour l'étude duquel, comme pour les points 1 et 2, il n'a pas encore été possible de créer un comité spécial, ce que nous regrettons, car le point 3 mérite aussi qu'on s'y arrête particulièrement. Certes, la

(M. Miranda, Espagne)

prévention de la guerre nucléaire semble une question très vaste, qui est en outre liée à la cessation de la course aux armements nucléaires, au désarmement nucléaire et à l'interdiction des essais, mais elle présente par ailleurs d'autres aspects spécifiques. A notre jugement, il est difficile d'imaginer qu'une guerre exclusivement nucléaire puisse éclater, si ce n'est par accident – et malheureusement cette possibilité ne peut être écartée. Le degré de perfectionnement des systèmes en jeu et le peu de temps qui resterait aux responsables pour intervenir directement font que cette hypothèse ne peut être exclue. En tout état de cause, nous sommes convaincus que la meilleure manière de prévenir la guerre nucléaire est de prévenir et d'empêcher toute guerre. A nouveau, nous percevons ici le lien inéluctable qui existe entre les armements nucléaires et les armements classiques et le danger que constituerait le déclenchement, entre les puissances nucléaires, d'une guerre classique qui pourrait dégénérer en un conflit nucléaire de portée universelle.

Je suis heureux de pouvoir exprimer ma satisfaction devant les progrès accomplis par le Comité spécial des armes chimiques. Il est bien connu que l'Espagne ne possède pas actuellement de telles armes et ne désire pas en posséder, et qu'elle se prononce pour que nous menions à bien le plus tôt possible un traité interdisant non seulement l'emploi de ces armes, mais aussi leur mise au point, leurs fabrication et leur stockage et imposant la destruction de celles qui existent.

Le Protocole de 1925, auquel l'Espagne est partie contractante et qui a marqué un grand pas dans la bonne direction, réserve néanmoins la possibilité de posséder des armes chimiques et admet la légitimité de leur utilisation à titre de représailles. Bien que ces armes n'aient pas été utilisées au cours de la seconde guerre mondiale, nous avons été indignés de voir qu'elles l'ont été dans d'autres conflits et en particulier dans celui qui oppose actuellement l'Iraq et l'Iran. En conséquence, seule l'interdiction radicale de la fabrication et de la possession de ces armes peut garantir absolument l'impossibilité de leur emploi. Certes, un traité de ce type exige lui-même des procédures rigoureuses de vérification assurant que ses termes sont respectés par toutes les parties et demande également la participation de tous les Etats et en premier lieu des grandes puissances militaires.

En conséquence, mon pays est partisan d'établir des systèmes de vérification rapides, efficaces et sûrs et nous croyons qu'il faut accomplir les efforts nécessaires pour résoudre le principal problème qui subsiste encore à notre avis, c'est-à-dire l'inspection par mise en demeure, tant dans le cas des stocks d'armes chimiques que dans celui des installations de fabrication. Nous nous félicitons des bonnes dispositions qui ont été exprimées sur le plan des principes et nous espérons qu'elles se traduiront à bref délai par des textes qui assureront la rapidité et l'efficacité nécessaire au fonctionnement de ce dernier "filet de sécurité" lors de l'application de la future convention. Nous continuons de penser que la proposition du Royaume-Uni (document CD/715) offre une excellente base de travail à cet effet.

(M. Miranda, Espagne)

Comme vous le savez, notre délégation participe activement dans ce but aux travaux du Comité spécial, où il reste encore, assurément, toute une série de questions de détail à régler, telles que les listes de produits qui devront faire l'objet de diverses procédures de contrôle, la déclaration des arsenaux, les armes périmées, l'ordre de destruction, le système institutionnel, ainsi que les sanctions ou mesures à adopter en cas de violation flagrante de la Convention. Et je me permets de souligner que si la possibilité de représailles est exclue, il est nécessaire de garantir absolument le respect de la Convention.

S'agissant de l'ordre de destruction des armes chimiques existantes, la délégation espagnole a présenté un document de travail qui a pour objet de fixer les quantités de chaque produit à éliminer pour chaque période annuelle de destruction au moyen du "degré d'équivalent risque", en prenant pour base de calcul la dose létale moyenne ou la dose incapacitante moyenne, qui sont les paramètres les plus significatifs dans l'utilisation militaire des armes chimiques. On détermine par ce moyen les quantités d'équivalent risque de chaque produit, ce qui permet de comparer les produits à détruire ou de les remplacer, lorsque cela est nécessaire pour les besoins de la manipulation des stocks, la capacité de l'installation de destruction ou pour toute autre considération, y compris d'ordre politique, pour laquelle il est souhaitable de disposer d'une base solide de comparaison.

Notre proposition est compatible avec d'autres et nous sommes disposés à étudier toutes les combinaisons susceptibles d'aboutir au résultat désiré. Nous devons cependant souligner dès à présent qu'il ne nous paraît pas souhaitable d'établir des dispositions visant à permettre, même à titre transitoire, un réarmement chimique afin d'établir un nouvel équilibre qui n'existe pas à présent, ou qui constitueraient une invitation à acquérir des armes chimiques à l'adresse des pays qui n'en possèdent pas actuellement.

Je voudrais maintenant consacrer quelques brèves observations au point 5 de l'ordre du jour concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Dans un accord récemment approuvé par la Commission des affaires extérieures du Parlement espagnol, il est indiqué que l'Espagne se prononce pour des mesures de désarmement qui visent, en maintenant le niveau nécessaire de sécurité et de stabilité, à inverser la course aux armements sur la Terre et à empêcher son extension à l'espace. Je ne vais pas discuter de la question de savoir s'il existe ou non des armements déployés dans l'espace, mais nous pensons qu'il ne fait aucun doute que l'espace est déjà utilisé à des fins militaires. Dans nombre de cas, cette utilisation, bien que militaire, exerce une influence stabilisatrice et par conséquent acceptable. Mais nous sommes également convaincus que les normes juridiques applicables à l'espace sont insuffisantes pour garantir qu'on n'y installera pas d'armes spatiales.

Mon Gouvernement doute fortement que de nouveaux systèmes d'armes destinés à détruire des objets dans l'espace, qu'ils soient basés dans l'espace ou sur la Terre, puissent contribuer à créer davantage de stabilité ou de sécurité. Bien au contraire, nous pensons que de tels systèmes



(M. Miranda, Espagne)

d'armement relanceraient inévitablement une nouvelle course, spatiale cette fois, ce qui entraînerait une diminution de la stabilité stratégique. Il ne fait aucun doute que c'est là un domaine dans lequel la principale responsabilité incombe aux deux superpuissances militaires. L'Espagne a déjà déclaré dans d'autres instances, et je le répète ici, qu'elle est favorable à ce que ces deux pays respectent le Traité ABM conformément à l'interprétation qui lui a été donnée jusqu'à présent et que toute autre interprétation devrait être approuvée par les parties contractantes et ne pas porter tort à la stabilité et à la sécurité stratégiques. En conséquence, nous sommes en principe opposés à tout déploiement de défenses stratégiques, que celles-ci soient basées dans l'espace ou sur la Terre, qui ne serait pas fondé sur un accord pertinent et qui ne tiendrait pas compte des intérêts européens.

Devant l'insuffisance de la réglementation juridique existante, qui interdit seulement le déploiement dans l'espace ou sur les corps célestes d'armes nucléaires ou d'armes de destruction massive, nous sommes particulièrement préoccupés par la mise au point d'armes antisatellites et nous sommes satisfaits que le Congrès des Etats-Unis n'ait pas autorisé les essais de ce type d'armes contre des cibles réelles, et que l'Union soviétique ait arrêté ses essais dans ce domaine. Dans ces conditions, nous pensons qu'un accord devrait être possible et qu'il convient d'étudier les mécanismes possibles de vérification du respect de cet accord, sans toutefois nous dissimuler les difficultés qui existent.

Nous sommes heureux qu'un comité spécial ait été rétabli pour achever l'étude des problèmes divers et complexes liés à la nécessité d'empêcher une course aux armements dans l'espace. De même, nous voyons avec plaisir la reprise des travaux sur le point 6 et nous avons pris note avec grand intérêt du document CD/768 présenté par le représentant du Nigéria, qui, à notre avis, offre une excellente base de discussion concernant les garanties que devraient obtenir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes.

Nous sommes également satisfaits de voir que le Comité spécial chargé du point 7 de l'ordre du jour (Nouveaux types d'armes de destruction massive, à savoir armes radiologiques) poursuit ses travaux. Sur ce point, je me bornerai à déclarer qu'à notre avis, les deux questions envisagées, l'interdiction des armes radiologiques et l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires, sont des sujets tout à fait différents qui ne sont liés que par une caractéristique commune, c'est-à-dire les effets qu'a la dissémination de matières radioactives sur la vie humaine et sur l'environnement. Cependant, les systèmes d'armes classiques ont un caractère tellement différent que nous jugeons opportune la tendance à séparer, au Comité spécial, l'étude des deux questions, qui pourrait cependant se poursuivre simultanément.

J'ai déjà évoqué précédemment dans mon intervention le Programme global de désarmement et j'ai formulé une considération qui, à notre avis, est fondamentale sur les questions prioritaires. Je ne me répéterai pas et je me

(M. Miranda, Espagne)

bornerai maintenant à souhaiter l'achèvement rapide d'un document qui devrait être présenté au plus tard à la Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux questions de désarmement, qui aura lieu prochainement.

Comme on le sait, l'Espagne ne possède pas d'armes nucléaires sur son territoire, ni pour elle-même ni pour des tiers, et ne possède pas d'armes chimiques ou tout autre type d'armes de destruction massive. Dans le programme de paix et de sécurité présenté en 1984 par le Président du Gouvernement espagnol au Parlement, il était envisagé de consacrer un point spécifique au désarmement. En outre, au niveau de l'opinion publique – si importante dans les démocraties parlementaires telles l'Espagne – le vif intérêt avec lequel le peuple espagnol suit les questions liées à la sécurité et au désarmement qui croît de jour en jour, est un élément de poids dans la détermination du Gouvernement espagnol de progresser dans ces domaines.

Enfin, je voudrais souligner, ne serait-ce que brièvement, le rôle significatif que la Conférence du désarmement a rempli tout au long de son histoire et l'importance que l'Espagne attache à ses travaux. Nous pensons que c'est précisément en raison de cette importance et de cette signification que les Etats qui le désirent devraient pouvoir participer à ses travaux dans toute la mesure possible.

De ce point de vue, l'Espagne souhaite que la question de l'élargissement de la composition de la Conférence, qui est actuellement dans l'impasse, soit résolue le plus tôt possible, et tient également à réaffirmer dès maintenant, une fois de plus, son intérêt pour cette question et sa détermination de participer dès que possible aux travaux de la Conférence en tant que membre de plein droit. Son importance politique, démographique, économique et même militaire justifie amplement ce désir.

Certes, le désarmement et la dissuasion militaire ne sont pas des objectifs suffisants pour garantir la paix et la sécurité de l'humanité : la détente, la recherche des solutions pacifiques à apporter aux conflits et la défense des droits de l'homme sont des impératifs urgents, qui déterminent de ce fait la ligne directrice de la politique extérieure de mon pays. Il ne fait aucun doute que ces questions vont au-delà de la compétence de la Conférence, mais la contribution qu'elle peut leur apporter, grâce à l'adoption d'accords contenant des mesures de désarmement équitables, équilibrées quant à leurs résultats et vérifiables est un élément capital pour progresser dans ce rapport entre le désarmement et la détente de façon à nous permettre d'espérer avec confiance que la paix et la sécurité seront garanties pour notre génération et pour celles qui viendront après nous.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Espagne pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique, l'Ambassadeur García Robles.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Ma délégation se joint avec un plaisir particulier aux paroles de bienvenue que vous avez adressées, Monsieur le Président, à M. Carlos Miranda, Directeur général des affaires internationales de sécurité et de désarmement du Ministère espagnol des relations extérieures. Je voudrais également remercier M. Miranda d'avoir aimablement mentionné ma modeste contribution au Comité spécial sur le Programme global de désarmement.

Le 3 décembre de l'an dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé, à la majorité écrasante de 135 voix, la résolution 41/46A intitulée "Cessation de toutes les explosions expérimentales nucléaires".

Dans cette résolution, l'Assemblée, qui est l'organe le plus représentatif de la communauté internationale, a notamment rappelé que "la cessation complète des essais d'armes nucléaires, qui est à l'étude depuis plus de trente ans et sur laquelle elle a adopté plus de cinquante résolutions, constitue un objectif fondamental des Nations Unies dans le domaine du désarmement, objectif auquel elle a toujours assigné la plus haute priorité", et a souligné qu'"à huit occasions différentes, elle a condamné ces essais dans les termes les plus énergiques" et que, depuis 1974, elle se déclarait convaincue que leur poursuite "intensifiera la course aux armements, accroissant ainsi le risque de guerre nucléaire".

Dans la même résolution, après s'être déclarée "à nouveau très préoccupée de constater que les essais d'armes nucléaires n'ont toujours pas cessé malgré les vœux de l'écrasante majorité des Etats membres", l'Assemblée a engagé "tous les Etats membres de la Conférence du désarmement, en particulier les trois puissances dépositaires du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à inciter la Conférence à créer, au début de sa session de 1987, un comité spécial chargé de la négociation multilatérale d'un traité sur la cessation complète des explosions expérimentales nucléaires".

Associée aux délégations des pays qui ont déployé le plus d'efforts, à New York, en faveur de l'adoption de la résolution 41/46A, la délégation mexicaine s'est efforcée, depuis le début des travaux pertinents de la Conférence en 1987, de mettre en oeuvre la recommandation de l'Assemblée. Malheureusement, cela n'a pas été possible à la session de printemps, et cela ne l'a pas été non plus durant l'été qui devrait bientôt s'achever en même temps que la session de l'année en cours.

C'est pourquoi ces délégations – de l'Indonésie, du Kenya, du Pérou, de Sri Lanka, de la Suède, du Venezuela, de la Yougoslavie et du Mexique – ont décidé de coparrainer le projet de mandat qui vient aujourd'hui d'être distribué et dont le premier paragraphe reflète fidèlement ce qui a été décidé par l'Assemblée, étant donné qu'à ce titre, la Conférence déciderait "d'établir un Comité spécial sur le point 1 de son ordre du jour en vue d'effectuer la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction

(M. Garcia Robles, Mexique)

complète des essais nucléaires". Je me permettrai d'ouvrir ici une brève parenthèse pour souligner que la traduction espagnole de l'original anglais du document CD/772 présente quelques erreurs dans le premier paragraphe. Le secrétariat distribuera une version corrigée de ce projet.

Nous osons espérer que l'examen objectif de ce projet et sa comparaison avec ceux qui ont été distribués de 1984 jusqu'à ce jour feront ressortir son esprit constructif et sa flexibilité qui permettent des interprétations qui n'entreront en conflit avec aucun des points de vue qui pourraient être légitimement soutenus au sujet de cette question, à laquelle l'Assemblée a donné, à juste titre, le plus haut rang de priorité et qui occupe aussi la première place dans l'ordre du jour de la Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant du Mexique. La liste des orateurs est ainsi épuisée pour aujourd'hui. Je ne vois pas d'autres membres qui souhaiteraient prendre la parole.

Je passe maintenant au calendrier des réunions de la semaine prochaine, qui a été distribué par le secrétariat. Comme à l'accoutumée, ce calendrier est fourni à titre purement indicatif et pourra être modifié selon les besoins. Il a été établi en consultation avec les présidents des organes subsidiaires. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais maintenant signaler un changement qui a été apporté au calendrier de cette semaine à la demande du Président du Comité spécial des armes radiologiques. La réunion prévue pour demain, vendredi 17 juillet, à 15 heures sera précédée d'une brève réunion du Comité spécial présidée par l'Ambassadeur Meiszter; la réunion du Groupe de contact A se tiendra immédiatement après, comme il est indiqué dans le calendrier.

Conformément au calendrier de cette semaine, nous allons tenir immédiatement après cette séance plénière une réunion officieuse sur le fond du point 2 de l'ordre du jour intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 21 juillet à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 5.